



Les réformes nécessaires sont légion: il faut se mettre au travail

Le camp bourgeois a pu renforcer sa présence lors des élections fédérales. L'économie attend du nouveau Parlement qu'il se saisisse résolument des défis les plus urgents. L'approvisionnement énergétique, la prévoyance vieillesse, l'économie extérieure et des finances saines seront des éléments décisifs de la prochaine législature.

Le peuple suisse s'est exprimé. Le camp bourgeois renforce sa présence au Parlement, c'est une bonne nouvelle. Maintenant il faut se mettre au travail : L'économie attend du nouveau Parlement qu'il ait l'ambition et l'énergie de résoudre les problèmes économiques. Pour le bien-être des habitants de notre pays, les entreprises et leurs collaborateurs doivent être replacés au centre du travail politique.

Dans la perspective de la nouvelle législature, cela signifie concrètement:

Garantir l'approvisionnement énergétique: Qui dit décarbonation, dit hausse de la consommation d'électricité. Pour empêcher une pénurie d'électricité, nous devons développer rapidement les énergies renouvelables. Afin d'éviter des erreurs de planification, la Suisse devrait miser sur toutes les sources d'énergie disponibles. Sur le plan technique, il existe une multitude de solutions. Il revient aux politiques de les rendre possibles.

Instaurer une équité intergénérationnelle dans la prévoyance vieillesse: Au cours des dix prochaines années, près de 500 000 personnes atteindront l'âge de la retraite – un nombre inégalé. Les jeunes et les actifs paient les rentes d'un

nombre croissant de retraités, sans savoir s'ils bénéficieront eux-mêmes d'une rente sûre le moment venu. Il faut des solutions soutenues par la collectivité pour que toutes les générations aient une prévoyance vieillesse sûre.

Développer les relations de politique étrangère: La Suisse a besoin de relations stables et réglées avec l'Union européenne (UE), son principal partenaire commercial. Il importe en outre de conclure de nouveaux accords commerciaux, d'innovation et de recherche avec des partenaires dans le monde entier. Le Conseil fédéral et le Parlement ont la responsabilité de parvenir à la stabilisation et au développement nécessaires en matière de politique étrangère.

Veiller à une politique financière fiable: De plus en plus imposant, le budget de la Confédération doit renouer avec une évolution stable. Le frein à l'endettement doit impérativement être respecté au-delà de 2024. Cela nécessite, d'une part, de fixer des priorités pour les dépenses. D'autre part, il faut plus d'honnêteté sur les conséquences financières des mesures demandées, au-delà des promesses faites aux citoyens.

Un certain nombre de réformes s'imposent en Suisse. Il appartient au nouveau Parlement de s'y atteler. L'objectif principal de la législature doit être que la Suisse retrouve sa capacité, parfois lente mais globalement fiable, à résoudre les problèmes. L'économie est toujours prête à y contribuer.